

Réforme des retraites : la France n'est pas une entreprise

écrit par Alain Falento | 16 septembre 2022





Notre système de retraite est malade, personne ne peut le nier, et des mesures doivent être prises en urgence pour le sauver. Ce système par répartition, construit après-guerre, a été calibré en fonction de paramètres (natalité importante, plein emploi, forte croissance économique, espérance de vie plus faible) qui ne sont plus d'actualité. Il n'y a tout simplement plus assez de cotisants pour chaque retraité.

Macron, qui s'est engagé vis-à-vis de la Commission européenne à le réformer lors du dernier Semestre européen (sorte de feuille de route que la Commission nous fixe), va bien évidemment essayer de passer en force et augmenter la durée de

cotisation ainsi que l'âge minimal de départ à la retraite.

Les déficits des différents régimes sont tels qu'il n'est plus envisageable de recourir à la dette pour combler les déficits. La Gauche vous dira qu'il faut taxer les riches, les nantis, les actionnaires et les multinationales. Ces pseudo-solutions, ne changeraient rien au problème. L'ampleur des déficits est telle, que même si nous décidions de spolier tous les milliardaires et de les faire passer à l'échafaud, même sans tenir compte des dommages collatéraux, cela ne résoudrait en rien les difficultés à court ou moyen terme. Ce sont des solutions d'un autre âge, et il est dommage qu'en France, nous ayons encore des politiciens qui continuent de propager des idées aussi sottes.

A l'autre extrémité de l'offre politique, se trouvent les libéraux, qui ont déjà préparé toute une batterie de mesures d'austérité, basée entre autres sur un allongement des durées de cotisation, une hausse brutale de l'âge minimal de départ à la retraite et à des baisses du montant des pensions. Les solutions proposées, si elles étaient implémentées, fonctionneraient probablement, d'un strict point de vue comptable, mais elles font abstraction du paramètre le plus important : le facteur humain.

Si nous étions en Allemagne, ou dans un autre pays du nord de l'Europe, là où la population accepte généralement de se soumettre aux décisions prises par son gouvernement, ces solutions pourraient être envisagées. Le fait est que nous ne sommes ni des Allemands, ni des Hollandais et que nous n'avons aucune intention de le devenir, Dieu nous en préserve.

Dans notre pays, aucune réforme des retraites ne pourra se faire sans prendre en compte le problème humain suivant : les retraités considèrent qu'ils ont cotisé comme ils le devaient, et ils exigent une retraite fidèle au contrat social qu'ils ont respecté. Les plus jeunes, eux, n'accepteront pas de respecter un contrat qui a été signé sans eux, et qui les

défavorise grandement. Aucune méthode autoritaire et strictement comptable ne prend en considération ce problème fondamental.

Ceux qui prônent l'utilisation de méthodes issues du management d'entreprises américaines commettent à mon sens une petite erreur d'analyse : **la France n'est pas une entreprise**. On ne dirige pas les Français à coups de trique. Si un employé n'est pas satisfait de la stratégie mise en place par le PDG de son entreprise, soit il ferme sa gueule, soit il dégage. La France est une démocratie. On peut éventuellement le regretter, mais il en est ainsi. Les citoyens votent, changent d'avis, votent parfois même en dépit flagrant de leur intérêt (Référendum de Maastricht, élection de Macron).

Les libéraux oublient bien souvent que le sujet des retraites ne peut pas se réduire à un simple problème comptable et financier. En effet, il touche à une notion qui tient à cœur aux français : la justice sociale. Les statistiques montrent que l'espérance de vie conditionnelle d'un gratte papier, comme moi, est de 7 ans supérieure à celle d'un ouvrier du même âge. Il n'est donc pas moralement acceptable que nous partions à la retraite en même temps.

De plus, ne pas prendre en compte correctement la notion de pénibilité dans les durées de cotisation est une faute grave ; il est bien évident que passer 40 ans assis sur une chaise ergonomique, dans un bureau bien chauffé, n'a pas les mêmes conséquences sur la santé que les passer de nuit, à faire du marteau piqueur par tous les temps.

Une des difficultés majeures que rencontre le débat sur les retraites réside dans le fait que ceux qui prétendent trouver des solutions n'ont pas la moindre idée de ce qu'est un métier pénible. Je tiens à ce propos à rendre hommage à mes grands-parents, qui m'ont donné la possibilité d'arracher et de ramasser des tonnes de patates, de couper des centaines de stères de bois et de couler des tonnes de béton. Macron, Le

Maire, Borne et tous les petits énarques qui vont travailler sur la réforme des retraites devraient consacrer une journée de leur vie à ce genre d'activité ; cela leur permettrait certainement de voir les choses différemment. Ainsi, ils pourraient comprendre que mettre les salariés des Banques/Assurances sur la liste des métiers pénibles, comme ils l'ont fait, revient à cracher à la gueule de ceux qui, par exemple, découpent des milliers de porcs chaque jour dans les abattoirs, gavés d'antidouleurs, pour pouvoir tenir le coup.

Vouloir harmoniser autoritairement à tout prix le système de retraite pour faire des économies, sans tenir compte de certaines spécificités, engendrera inévitablement un fort sentiment d'injustice. Il est évident que nous allons devoir en moyenne travailler plus longtemps, mais il n'est pas acceptable que cette mesure s'applique uniformément à tout le monde.

Quand on évoque l'allongement de la durée de cotisation et l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, tous les regards se portent immédiatement sur les cadres et les professions du tertiaire supérieur. Il est en effet bien évident que beaucoup d'entre nous pourrions, sans grand sacrifice, travailler jusqu'à 70 ans. C'est d'ailleurs une des solutions préconisées par les libéraux.

Éloignés que sont nos décideurs des réalités du commun des mortels, ils oublient un petit détail à propos duquel quelques-uns des lecteurs qui me font l'amitié de lire mes articles m'ont alerté : le jeunisme qui règne sur le marché de l'emploi en France. A quoi sert d'augmenter l'âge de départ à la retraite si les personnes de plus de 40 ans ne parviennent que très difficilement à retrouver un emploi lorsqu'elles perdent le leur ? A les faire sombrer dans la précarité et la dépression ? A les condamner à ne jamais être en mesure de toucher une retraite à taux plein ? C'est une méthode comme une autre de faire des économies.

Aucune réforme des retraites ne pourra être couronnée de succès si les entreprises ne changent pas de comportement vis-à-vis de l'emploi de ceux que l'on appelle les seniors (les plus de 45 ans). Il est contreproductif et socialement inacceptable que les entreprises continuent de se livrer à une « chasse aux vieux » dans leurs effectifs. On nous rebat les oreilles à longueur de journée quant à la nécessité d'imposer la diversité dans le monde du travail ; il serait bon que cette diversité concerne également la pyramide des âges.

Les salles de marché des banques sont à ce titre des caricatures ; elles sont souvent fières d'afficher des moyennes d'âge autour de la trentaine, qu'elles obtiennent en virant tous les seniors à chaque crise et en embauchant des jeunes quand la conjoncture s'améliore. Cette politique a pour conséquence de faire de ces organisations des organismes sans mémoire, qui réitèrent les mêmes erreurs à intervalles réguliers.

« L'expérience est un peigne que vous donne la vie quand vous êtes devenu chauve. ». Cette citation de Bernard Blier illustre parfaitement la vision du marché de l'emploi qu'ont de nombreuses entreprises, en ne recrutant que des jeunes, éradiquant les salariés les plus âgés dès que l'occasion se présente, affichant ainsi des effectifs d'âge homogène. Cette uniformisation des profils en fonction de la classe d'âge est une erreur majeure ; ce n'est pas en achetant 10 fois le même journal que vous serez dix fois mieux informé. Sans remédier à ce problème typiquement français, non seulement aucune réforme des retraites ne pourra aboutir, mais ces entités ne fonctionneront pas de façon optimale. Le jeunisme français est un mal profond et extrêmement nuisible à notre compétitivité.

Enfin, au-delà des solutions comptables, il faudrait peut-être proposer des arbitrages clairs à nos concitoyens. Il manque 50 milliards par an pour équilibrer les comptes du système de retraite ? Le coût réel annuel de l'immigration est de 80 milliards. Tout le monde comprend bien ce qui nous reste à

faire.

Il ne faut pas se tromper de priorité ; si nous ne résolvons pas en urgence le problème migratoire, il ne sera même plus nécessaire de s'arracher les cheveux en faisant des comptes d'apothicaire pour résoudre le problème des retraites, car il ne restera tout simplement plus rien de notre système social.

Alain Falento

<https://ripostelaique.com/reforme-des-retraites-la-france-nest-pas-une-entreprise.html>